

Brèves économiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 16 mars au 6 avril 2018

- Afrique du Sud : Maintien de la note de la dette sud-africaine en catégorie « investissement »
- Afrique du Sud : Réduction du taux directeur de la Banque Centrale de 0,25 point à 6,5%
- Botswana : Forte progression du PIB au 4^{ème} trimestre 2017 à +6,5% en glissement annuel
- Namibie : Approfondissement de la récession au 4^{ème} trimestre
- Zambie : Nouvelle augmentation du PIB à +4,1% en glissement annuel en 2017

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 6 avril	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	12,1 ZAR	-2,1	-2,2	+14,4	+13,9
Angola	214,8 AOA	-0,4	-0,9	-22,8	-22,8
Botswana	9,6 BWP	-2,6	-0,8	+10,4	+11,2
Mozambique	61,2 MZN	-0,8	+1,7	+16,0	+17,3
Zambie	9,4 ZMW	+0,4	+3,9	+0,7	+5,9

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Maintien de la note de la dette sud-africaine en catégorie « investissement » (Moody's)

Moody's a annoncé qu'il maintenait la dette publique sud-africaine en catégorie « investissement » et qu'il relevait sa perspective de « négative » à « stable ». Le maintien en catégorie investissement était anticipé mais pas nécessairement le relèvement de la perspective qui se fonde essentiellement sur les bons débuts du gouvernement Ramaphosa en termes notamment d'amélioration du climat des affaires et de consolidation de la trajectoire budgétaire et d'endettement de l'Etat.

Réduction du taux directeur de la Banque Centrale de 0,25 point à 6,5% (Banque Centrale)

Profitant du contexte inflationniste favorable (4% en g.a en février), la Banque Centrale a, la semaine dernière, réduit son taux directeur de 0,25 point (lequel s'affiche désormais à 6,50%). Cette baisse, comme la précédente intervenue en fin d'année 2016 (également de 0,25 points), devrait avoir un impact favorable et significatif sur la croissance économique sud-africaine. En premier lieu parce que tous les crédits bancaires accordés par les banques sud-africaines sont assortis de taux d'intérêt variables ; en second lieu parce que l'importance relative du secteur financier en Afrique du Sud est significative. En 2016, il représentait 21% du PIB.

Baisse simultanée de l'indice PMI et de l'indice de confiance des entreprises en janvier (ABSA, SACCI)

L'indice PMI mesurant l'activité au sein du secteur manufacturier a significativement baissé à 46,9 points en mars 2018 après avoir atteint 50,8 points en février dernier. L'indice PMI retombe ainsi sous la barre des 50. En parallèle, l'indice de confiance de la Chambre de commerce et d'industrie sud-africaine (SACCI) s'est aussi dégradé (97,6 points en mars après 98,9 points en février). Même s'il demeure faible (moyenne de 100 points en 2015, 104,2 en 2014), l'indice reste au-dessus de sa moyenne de 2016 (93,5 points) et de 2017 (94,4).

Augmentation du déficit du compte courant à 2,9% du PIB au quatrième trimestre (Banque Centrale)

Le déficit du compte courant a légèrement augmenté à 2,9% du PIB au quatrième trimestre après 2,1% au trimestre précédent (au lieu des 2,3% d'abord annoncé) principalement dû au creusement du déficit des revenus au sein de la balance des paiements (de +3,1% du PIB au T3 2017 à 3,4% du PIB au T4 2017). Par ailleurs, l'excédent commercial

a enregistré son 7^{ème} trimestre consécutif de surplus à +1,5% du PIB, mais reste inférieur au +2,0% du T3 en raison de la reprise des importations.

Hausse du revenu réel disponible des ménages au quatrième trimestre (Banque centrale)

Les finances des ménages se sont légèrement améliorées au dernier trimestre 2017 notamment grâce à l'augmentation de +2,7% en g.t du revenu réel disponible des ménages, après une hausse de +2,5% au T3 2017. En parallèle, le ratio d'endettement par rapport au revenu disponible a diminué de 72% à 71,2% ce trimestre. Pour les mois à venir, cette tendance devrait se confirmer,.

Hausse du crédit au secteur privé à +5,7 % g.a en février (Autorités)

En février, le crédit au secteur privé a augmenté de +5,7 % en g.a après +5,5 % en janvier. Cette amélioration s'explique par une hausse des « prêts aux entreprises » de 2% en g.m et des « prêts aux ménages » de 0,7% en g.m ce mois-ci.

Nouveau ralentissement des ventes de détail à +3,1 % en g.a en janvier (Autorités)

Pour le premier mois de l'année, les ventes de détail ont augmenté de +3,1 % en g.a, bien en dessous de la hausse de +5,1 % en décembre ainsi que du consensus du marché qui s'établissait à +6,2% ce mois-ci. Tous les secteurs ont contribué positivement à la croissance cette année ; cependant, les secteurs des « autres détaillant » (de 14,8% à 5,8%), des « généralistes » (de 3,1% à 1,1%) et des « activités pharmaceutiques » (de 6,9% à 3,7%) ont enregistré une croissance plus faible qu'au mois précédent. En rythme mensuel, les ventes de détail se sont contractées de 1,6%.

Retour d'un excédent commercial en février de 431,4 M ZAR (Autorités)

La balance commerciale a affiché un excédent de 431,4 M ZAR en février 2018 après un déficit de 27,1 Mds ZAR en janvier grâce à la hausse importante des exportations (+12% en g.m.) couplée au déclin des importations (-16,5% en g.m) qui a contribué positivement au solde commercial ce mois-ci. En rythme annuel, les importations ont crû de 9,3%, principalement tirée par les secteurs des produits minéraux (+20,2%) reflétant la hausse phénoménale des prix du pétrole sur les 12 derniers mois (+30%), et des produits chimiques (+11%) et électriques (+7,5%). En parallèle, les exportations ont progressé de +4,6% en g.a, en raison de la hausse des expéditions de voitures et équipements (+17,2%), de pierres précieuses (+19,6%) et de produits chimiques (+3,7%). En 2018, les exportations devraient bénéficier de la reprise de l'économie mondiale et du renchérissement des produits de base, tandis que les importations seraient soutenues par l'évolution de la demande intérieure et l'appréciation du rand.

Angola

Révision à la baisse de la croissance angolaise à 2,4% en 2018 (Autorités)

Les prévisions de croissances du gouvernement pour 2018 vont être abaissées de 4,9% à 2,4% pour 2018. Ces nouvelles prévisions, bien que plus réalistes, restent légèrement supérieures à celles du FMI qui table sur 2,2% de croissance (+0,6 pp). La Banque Mondiale prévoit une croissance de 1,6% pour l'Angola.

Botswana

Forte progression du PIB au 4ème trimestre 2017 à +6,5% en glissement annuel (Autorités)

Au 4ème trimestre 2017, le PIB a connu une croissance de +6,5 % en glissement annuel après +1,1% au T3 2017 soit un rythme nettement supérieur à la croissance démographique (1,9 %) et qui se rapproche des performances passées (6,9 % en moyenne sur 2010/14). Par ailleurs, en rythme trimestriel, la croissance s'est accélérée aux trois mois précédents (+5,5% contre -1% au T3). Selon le Ministre des Finances Kenneth Matambo, la croissance devrait se poursuivre en 2018 sur un rythme comprable, bénéficiant de la reprise du secteur minier et de l'amélioration de la croissance mondiale.

Malawi

Maintien du taux directeur à 16 % (Banque centrale)

Le 28 mars, la Banque Centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 16% (baisse de 800 pdb depuis mars 2017 - au plus bas depuis juin 2012) tout en maintenant le taux des réserves obligatoires à 7,5 %. En parallèle, les autorités monétaires ont révisé à la baisse la prévision de croissance pour cette année de 7 % à 4 % désormais (après 2,7 % en 2016).

Baisse de l'inflation en janvier à +7,8 % en g.a (Autorités)

En février 2018, le taux d'inflation a baissé à +7,8% en g.a après s'être établi à +8,1 % en janvier (+11,6 % en moyenne en g.a en 2017 contre +21,7 % l'année précédente). En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +2,1% durant le mois de février (après une hausse de 4,5 % en janvier dernier).

Mozambique

L'EIU prévoit une croissance toujours atone en 2018/19

Au cours des deux prochaines années, l'Economist Intelligence Unit (EIU) estime que la progression du PIB n'atteindra que 3,3 % en moyenne en raison du faible niveau d'investissement et d'une demande déprimée. La croissance pourrait toutefois rebondir à l'horizon 2020 à 5,3 % grâce aux investissements attendus dans le secteur gazier. La crise de liquidité devrait quant à elle se poursuivre, reflet du gel de l'aide budgétaire externe par le groupe des bailleurs du G14 et de l'alourdissement du service de la dette. L'accès au marché international des capitaux restera par ailleurs fermé du fait des défauts constatés sur certains emprunts externes.

Namibie

Approfondissement de la récession au 4^{ème} trimestre (Autorités)

Le PIB namibien a de nouveau reculé de -1 % au quatrième trimestre 2017 après une contraction révisée similaire au troisième trimestre, plongeant le pays dans une récession toujours plus profonde, les difficultés dans les secteurs de la construction et du commerce ayant éclipsé le dynamisme de l'industrie manufacturière et minière. Après une croissance positive de 0,7% en 2016, la croissance économique de la Namibie est en territoire négatif pour 2017 avec une contraction de 0,8%. Selon le FMI, la croissance devrait reprendre en 2018 et s'accélérer par la suite à environ 4%, avec la mise en exploitation de nouvelles mines et un rebond des activités industrielles et de vente au détail.

Zambie

Nouvelle augmentation du PIB à +4,1% en glissement annuel en 2017 (Autorités)

En 2017, le PIB a connu une augmentation de sa croissance à +4,1 % en glissement annuel après +3,4 en 2016. Le secteur ayant le plus contribué à la croissance est celui de l'agriculture, la sylviculture et la pêche, à hauteur de 1,2 point de pourcentage.

Reprise de l'inflation à +7,1% en mars (Autorités)

En mars, le taux d'inflation a augmenté à +7,1 % en g.a après +6,1 % en février dernier. En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +1,3 % (+0,9 % en février). Selon le FMI, l'inflation est attendue à +7,4 % en moyenne cette année.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde LIMBERGERE

Revues par : Pascal CARRERE